
Le développement social, c'est quoi?



Le développement social, c'est quoi?

Le développement social permet aux citoyennes et aux citoyens d'agir sur des problèmes qui les concernent, de réduire les inégalités sociales, et d'améliorer leurs conditions de vie. Le développement social est un processus qui implique plusieurs personnes et organisations. Ce processus comprend un ensemble d'actions interreliées et simultanées qui permet à chaque personne de :

- se loger;
- se nourrir;
- obtenir de l'aide;
- exprimer ses besoins;
- tisser des liens avec son voisinage;
- développer ses compétences scolaires ou professionnelles;
- connaître et exercer ses droits;
- participer aux processus décisionnels qui la concerne;
- Et plus encore.

Le développement social, c'est qui?

Le développement social nécessite la contribution d'une variété de partenaires, comme :

- Les organismes communautaires, culturels, sportifs, d'économie sociale, de loisirs, etc.;
- Les institutions (ministères, villes, centres intégrés de santé et de services sociaux, centres de services scolaires, etc.);
- Les personnes élues;
- les concertations¹;
- Les entreprises privées;
- Les citoyennes et les citoyens.



¹Une concertation est un regroupement de personnes et d'organisations qui partagent de l'information et discutent d'enjeux particuliers (alimentation, logement, éducation, etc.) afin de trouver des solutions collectives à l'échelle locale, régionale ou nationale.

Ces personnes et organisations sont à l'écoute des besoins de la population et cherchent des solutions pour améliorer les conditions de vie des citoyennes et citoyens. Elles se parlent, créent des liens, partagent de l'information et travaillent ensemble sur des enjeux communs.

Chacun de ces partenaires comprend qu'il fait partie de la solution. C'est en travaillant ensemble qu'on arrive à trouver des solutions à des problèmes complexes comme les inégalités sociales, l'insécurité alimentaire, le décrochage scolaire ou le manque de logements sociaux.

Quels processus contribuent au développement social?

→ **Améliorer les conditions de vie et réduire les inégalités sociales.**

Les conditions de vie sont le contexte dans lequel une personne naît, grandit, vit, travaille et vieillit (emploi, revenu, éducation, lieu de résidence, etc.). En raison de certains facteurs (sexe, origine, âge, etc.), des personnes subissent de la discrimination et de l'exclusion, ce qui nuit à leurs conditions de vie au quotidien.

Pour réduire ces inégalités et améliorer les conditions de vie des populations vulnérables, plusieurs actions en développement social peuvent être mises en place : adopter des politiques publiques, renforcer les prises de décision favorables à la santé de la population, encourager la participation citoyenne à l'échelle locale, développer des milieux de vie durables et plus encore.



→ Soutenir les communautés de proximité (quartiers, voisinages).

Pour améliorer les conditions de vie de la population et agir en développement social, il est essentiel de penser aussi au territoire. Le lieu de résidence d'une personne peut avoir une grande influence sur sa vie quotidienne.

Par exemple :

- Les habitudes de consommation (avoir accès à des aliments frais);
- Les déplacements (devoir se rendre au travail en voiture ou en autobus);
- Les loisirs (avoir accès à des espaces verts et à des aires de jeu);
- Le sentiment de sécurité (sortir de chez soi sans crainte);
- L'éducation (apprendre à l'école de son quartier);
- La socialisation (tisser des liens avec le voisinage, s'entraider et se soutenir);
- Le logement (avoir accès à un logement abordable).

Le développement des milieux de vie (école, famille, voisinage, milieu de travail, etc.) permet de mieux comprendre l'environnement dans lequel évolue une population et de mieux cibler ses besoins. En améliorant les milieux de vie et en soutenant les quartiers, il est possible d'améliorer les conditions de vie de la population.

Par exemple, les organismes communautaires, les commerces, les résidentes et les résidents d'un quartier peuvent se rassembler en une concertation locale pour encourager le voisinage à tisser des liens, favoriser la connaissance des services de proximité et encourager l'entraide. Cet objectif commun peut ensuite amener la population locale à mettre en place des actions pour améliorer son milieu de vie : organiser une fête de quartier, concevoir un jardin communautaire et faire la promotion du bénévolat.



→ Favoriser la participation sociale et le vivre-ensemble.

Le développement social favorise l'engagement individuel et collectif au sein de la société. La participation sociale peut prendre plusieurs formes :

- Faire du bénévolat dans un organisme communautaire;
- Voter aux élections;
- Discuter avec son voisinage des enjeux touchant le quartier;
- Devenir membre d'un club de soccer;
- Manifester pour une cause importante;
- Et plus encore.

La participation sociale permet donc aux personnes d'interagir, de s'impliquer socialement, de prendre la parole, et d'influencer les décisions qui ont des répercussions sur leur communauté et la société en général.

En permettant à toutes et à tous de participer à la vie sociale, on encourage le vivre-ensemble. Le vivre-ensemble fait référence à des relations sociales inclusives qui amènent les individus à développer des valeurs communes malgré leurs différences. Qu'une personne soit immigrante, handicapée ou prestataire de l'aide sociale, elle se sent acceptée et à l'aise de participer à la vie sociale de sa communauté.



→ Adapter et favoriser la cohérence entre les politiques publiques.

Les politiques publiques ont des répercussions importantes sur la qualité de vie de la population. Elles touchent de nombreux domaines, comme l'immigration, le logement, l'aménagement urbain, l'éducation, l'action communautaire, et plus encore. Les politiques publiques définissent des orientations et des objectifs à atteindre pour mieux cibler les actions à entreprendre sur le territoire. Elles représentent un outil de choix pour l'ensemble des partenaires qui œuvrent en développement social.

En développement social, les politiques publiques reposent sur une approche participative, c'est-à-dire qu'elles doivent impliquer les personnes concernées par les enjeux adressés.



Adapter et favoriser la cohérence entre les politiques publiques, c'est comme faire un casse-tête. Chaque politique représente un morceau du casse-tête. Une fois tous les morceaux assemblés, on obtient un tout cohérent qui facilite la compréhension des enjeux et l'identification de solutions communes. Pour que les politiques publiques soient efficaces, il est essentiel que leurs orientations soient transversales et intégrées. Les instances responsables doivent s'informer de ce qui se fait déjà sur le territoire et faire des liens entre les orientations de leur politique et celles des autres. Cette manière de faire encourage les partenaires à travailler ensemble sur des enjeux communs, à comprendre les enjeux dans leur globalité, et à réaliser des actions complémentaires sur un même territoire.

Par exemple, la Politique alimentaire de la Ville de Laval tient compte de l'objectif 5.1 de la Politique régionale de développement social (PRDS) : agir équitablement, dans tous les quartiers, sur les conditions individuelles et collectives qui encouragent un mode de vie physiquement actif et une saine alimentation pour toutes et tous. Les personnes et les organisations derrière ces deux politiques soulignent l'importance d'améliorer l'offre alimentaire à Laval et décident de travailler ensemble les actions rattachées à cet objectif.

